

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 02 OCTOBRE 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le 02 octobre à 18 heures 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 26 septembre 2025, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mmes COLLIN, VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, M. TESTA, Mmes BAUMEL, GOUILLY, COLSON MM. ROCH, BEAUJOIN, MAUPOIX, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 20h30), MM. ELGHALLOUSSI, MIRGODIN.

Absents excusés : M. TINDILLIÈRE, Mmes LEPAGE, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, M. HMISSI, Mmes CHEMINI, GOLLÈS, M. ERRE.

Absent : M. DUCHÊNE.

9 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ Mme LEPAGE donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à M. GREENHALGH ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. MIRGODIN (à partir de 20h30) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Madame Anna RÉOLON.

- N°62 -

ACTION CŒUR DE VILLE

CONVENTION DE PARTENARIAT SITES PILOTES PROGRAMME ACTION CŒUR DE VILLE

Rapporteur : Madame Christelle COLSON

La collectivité a engagé une réflexion sur le devenir de la friche Sarreguemines, avec le concours de plusieurs partenaires, notamment l'État et l'Établissement Public Foncier de Grand Est (EPFGE).

L'État nous a accompagnés avec une première étude, réalisée par « Respublica », dont la finalité a été de mettre en avant les éléments de mémoire encore présents sur la friche. Nous devons effectivement conserver des témoignages de ce patrimoine qui a fait la vie de notre commune, notamment laisser des empreintes de l'activité industrielle du site.

Une seconde étude, pilotée par l'EPFGE, sous la coordination de l'atelier Kapaa, a permis de faire émerger les premières réflexions sur les grands axes de reconversion, avec un programme pré-figuratif, définissant des grands principes d'aménagements possibles. Le plan masse qui en est ressorti comporte, pour rappel, un volet immobilier (avec le positionnement ferme d'un bailleur pour en devenir acquéreur), une composante à destination d'activités associative et sportive, et un espace consacré à une activité à connotation sociale - économique.

Nous avons récemment délibéré pour contractualiser, toujours avec l'EPFGE, le lancement d'une nouvelle étude. Cette dernière permettra d'identifier - entre autres - les points de pollution, mais aussi de définir avec précision les éléments à conserver et ceux à déconstruire. Il y aura parallèlement un chiffrage complet de l'intégralité des opérations à mener.

La Banque des Territoires, à travers le programme Action Cœur de Ville, souhaite désormais intégrer le dispositif de réhabilitation du site Sarreguemines. La Banque des Territoires s'inscrit ainsi comme un partenaire privilégié de la collectivité.

La volonté de la Banque des Territoires est de faire de la friche Sarreguemines un site pilote de la Caisse des Dépôts et Consignations.

- ❖ Une étude assistance maîtrise ouvrage CEREMA – Consultation de la maîtrise œuvre urbaine (montant de 22.078,50 € H.T. ; financement 50 % Banque des Territoires, 50 % ville de Vitry-le-François).
Cette action vise à cofinancer une mission d'accompagnement de la ville par le CEREMA, dans le cadre de la consultation de la MOE urbaine pour le projet d'aménagement de la friche Sarreguemines.
- ❖ Une étude d'opportunité d'implantation d'un espace muséal de l'armée (montant 30.000,00 € H.T. ; financement 50 % Banque de Territoires, 50% ville de Vitry-le-François).
Cette action vise à évaluer l'opportunité d'intégrer, au sein de la friche de Sarreguemines, une programmation dédiée à un éventuel futur « espace muséal de l'armée ».
- ❖ Une étude de recherche de financement (montant 6.000,00 € H.T., financement 100% Banques des Territoires).
Cette action portera sur la recherche de financement de l'ensemble du projet urbain, incluant l'intervention sur le bâti existant, la phase de proto-aménagement et les opérations ultérieures sur le site de l'ancienne faïencerie.
- ❖ Une étude sur la mise en place d'une stratégie d'occupation (montant 28.000,00 € H.T., financement 100 % Banque des Territoires).
Cette action vise à définir une stratégie d'occupation temporaire du site, qui est nécessaire pour limiter les nuisances liées aux différents chantiers à venir, et valoriser le site (et le projet) durant toutes les étapes de sa mutation. L'occupation

de la friche devra être en effet évolutive et modulable, en fonction de la taille du site et du phasage opérationnel.

La convention précise naturellement les modalités d'intervention et détaille les fiches actions.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le code général des collectivités territoriales et ses différents articles,

Vu le programme Action Cœur de Ville de la collectivité,

Vu la convention visée en pièce jointe,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Je vous demande après en avoir délibéré de bien vouloir :

1°/ approuver la convention de partenariats sites pilotes programme Action Cœur de Ville ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer cette convention avec la Banque des Territoires et l'État et l'Établissement Public Foncier de Grand Est ;

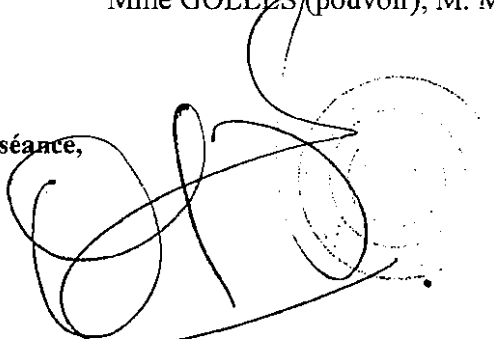
3°/ dire que les dépenses afférentes seront inscrites au budget de la collectivité.

La délibération est adoptée
par : **26 avis favorables**,

5 abstentions : M. TRIOLET, Mme MUNSTER (pouvoir), M. EL GHALLOUSSI,
Mme GOLLÈS (pouvoir), M. MIRGODIN.

La secrétaire de séance,

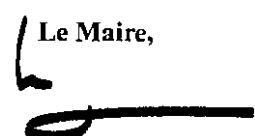
Anna RÉOLON



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,

Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le **10 OCT. 2025**
et de la publication le **10 OCT. 2025**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS : Séance du Conseil Municipal du 02 octobre 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT SITES PILOTES PROGRAMME ACTION CŒUR DE VILLE

Ville de Vitry-le-François

**Friche industrielle de Sarreguemines
Site-pilote de sobriété foncière**

-

Entre

La Caisse des dépôts et consignations, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Madame Mélanie Villiers, Directrice régionale Grand Est dûment habilitée à l'effet des présentes par l'arrêté du 25 juillet 2025 portant délégation de signature pour la direction chargée de la Banque des Territoires de la Caisse des dépôts et consignations.

Ci-après indifféremment dénommée la « CDC » ou la « Caisse des Dépôts » d'une part,

Et

La Ville de Vitry-le-François ayant son siège Place de l'Hôtel de Ville à Vitry-le-François , représentée par Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, dûment habilité à signer par une délibération n° [Numéro de délibération] du [Date de délibération] du [Nom de l'instance délibérante].

Ci-après dénommée « la Collectivité » d'autre part,

Et

L'Établissement Public Foncier de Grand Est ayant son siège Rue Robert Blum à Pont-à-Mousson, représenté par Monsieur Alain TOUBOL, Directeur Général, dûment habilité à signer par une délibération n° [Numéro de délibération] du [Date de la délibération] du [Nom de l'instance délibérante].

Ci-après désignée dénommée « l'EPFGE »,

Ci-après désignées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Ce groupe remplit des missions d'intérêt général en appui des politiques publiques conduites par l'État et les collectivités locales.

En son sein, partenaire privilégié des collectivités territoriales, la direction de la Banque des Territoires accompagne la réalisation de leurs projets de développement. À ce titre, elle souhaite renforcer son appui aux acteurs du territoire, pour mieux répondre à leurs besoins.

Par l'intermédiaire de la Banque des Territoires, la Caisse des Dépôts intervient en qualité de prêteur et d'investisseur avisé et de long terme dans les domaines d'utilité collective insuffisamment pris en compte par le secteur privé afin de générer des effets d'entraînement et de favoriser la constitution de partenariats publics-privés.

Elle accompagne les acteurs des territoires dans la construction et la mise en œuvre de leurs projets d'avenir grâce à une large palette d'offres et de solutions : accompagnement amont et ingénierie, conseil, financement en fonds propres et en dette long terme, services bancaires, consignations et dépôts spécialisés, gestion de mandats publics, exploitation.

Partenaire du programme Action Cœur de Ville depuis 2017, la Caisse des Dépôts, poursuit plusieurs objectifs :

- Permettre à ces territoires d'avoir accès à un accompagnement et à une expertise adaptée pour favoriser la réalisation de leur projet de revitalisation et transformer dans le temps du Programme des opérations concrètes ;
- Faciliter la mise en place de solutions innovantes contribuant au développement durable du territoire ;
- Favoriser les conditions de l'investissement privé dans les villes moyennes, en co-investissant dans des projets, dans une perspective de développement territorial et de création de valeur ;
- Apporter des solutions de financement, à travers des prêts spécifiques, mobilisables notamment dans les périmètres des Opérations de Redynamisation Territoriale (ORT) ;
- Apporter des solutions de sécurisation des projets en mobilisant les différentes modalités de consignations.

Alors que le programme Action Cœur de Ville a fait la preuve de son effet structurant en matière d'émergence et de structuration de projets, la Caisse des Dépôts souhaite que la prolongation du programme sur la période 2023-2026 soit tournée vers la concrétisation des actions et la prise en compte de nouveaux enjeux auxquels sont confrontées les villes moyennes.

À cette fin, la Caisse des Dépôts cible son intervention sur trois enjeux prioritaires, déployés à différentes échelles géographiques (centre-ville, ville-centre, bassin de vie) :

- L'accompagnement de la transition démographique, par le soutien à des projets permettant de faire revenir des habitants dans le centre-ville, de proposer des services et des équipements adaptés au vieillissement de la population, de maintenir les populations les plus susceptibles de quitter les cœurs de ville et de développer les usages du centre-ville chez les non-résidents. À cette fin, une attention spécifique est accordée aux problématiques d'habitat et de santé.
- Le développement économique et la redynamisation commerciale, visant à la fois à maintenir et réintroduire des activités (économiques, productives, servicielles et commerciales) en centre-ville, à adapter l'immobilier aux nouveaux usages économiques et commerciaux et à assurer les complémentarités entre les différentes centralités à vocation économique (centre-ville, entrées de ville, quartier de gare...).

- L'adaptation au changement climatique, en favorisant la sobriété foncière et la trajectoire vers le « zéro artificialisation nette » à horizon 2050, en intégrant notamment des actions spécifiques sur la rénovation thermique des bâtiments publics, le développement des énergies renouvelables, l'accompagnement à la décarbonation de la mobilité et le renforcement de la place de la nature en ville.

Dans ce cadre, la Caisse des Dépôts mobilise des offres sur mesure pour accompagner des projets spécifiques portant plus spécifiquement sur les thématiques suivantes :

- Le développement de la nature en ville ;
- La sobriété foncière et le zéro artificialisation nette ;
- La redynamisation des entrées de villes ;
- L'aménagement des quartiers de gare.

Cet accompagnement sera mobilisé sur des projets précis identifiés par la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE et la Banque des Territoires, ci-après désignés « les sites pilotes ».

ARTICLE 1. CONTEXTE

Pour la Banque des Territoires :

La Banque des Territoires a retenu quatre priorités pour son intervention au titre du programme Action Cœur de Ville 2023-2026.

- Le développement de la nature en ville ;
- La sobriété foncière et le zéro artificialisation nette ;
- La redynamisation des entrées de villes ;
- L'aménagement des quartiers de gare.

Le développement de la nature en ville

La proximité de la nature constitue un avantage comparatif des villes moyennes et la présence de la nature en ville apparaît, dès lors, comme un signe de qualité de vie et d'attractivité de ces territoires. Alors que les villes moyennes portent de nombreux projets relevant de la transition écologique, le développement de la nature en ville s'impose comme un moyen aux services de différentes politiques publiques :

- L'adaptation au changement climatique : la nature en ville est un levier permettant de se préparer aux impacts du changement climatique et à l'anticipation de ses conséquences. Renforcer la place de la nature en ville permet de prévenir la formation des îlots de chaleur urbains (ICU), d'améliorer la gestion des eaux pluviales afin de mieux lutter contre les inondations mais également les sécheresses en maintenant des réserves d'eau douce. Plus largement, la végétalisation permet de favoriser la résilience des systèmes urbains, tout en permettant de faciliter la préservation des espaces naturels, en ayant un impact positif sur la santé.
- La préservation et la restauration de la biodiversité : la mise en œuvre de projets relatifs à la nature en ville permet notamment la préservation des ressources naturelles, la restauration et la création d'habitat riche en biodiversité ou encore la mise en place de corridors écologiques.
- La stratégie foncière : la nature en ville est un levier dans la logique du « Zéro artificialisation Nette ». En effet, la lutte contre l'artificialisation des sols se traduit par une approche qualitative, liée à la qualité du sol, et va impliquer des actions en matière de renaturation des friches qui bénéficient à la biodiversité.

À une autre échelle, la réflexion sur la nature en ville peut être prolongée à travers la mise en œuvre de projets de compensation (carbone, écologique et/ou foncière), en lien avec le cadre de la mise en œuvre de la séquence Eviter – Réduire – Compenser.

Pour la Banque des Territoires, il s'agit d'accompagner les villes du programme Action Cœur de Ville dans la mise en œuvre d'actions structurantes en faveur du développement de la nature en ville, en les invitant à mettre en œuvre des opérations ambitieuses et à promouvoir les « solutions fondées sur la nature » qui permettent de tirer parti des fonctions écosystémiques qui protègent la biodiversité, stockent le carbone, favorisent l'adaptation au changement climatique tout en ayant des avantages sur le plan social.

La sobriété foncière et le zéro artificialisation nette

L'impératif de sobriété foncière dans le développement territorial s'est imposé comme une réponse à l'augmentation de l'artificialisation des sols et à ses conséquences à la fois sociales et écologiques. Le foncier, jusqu'alors considéré comme une ressource presque inépuisable devient rare, mais reste à mobiliser pour répondre aux besoins de développement du territoire, dans une démarche nouvelle de limitation voire de compensation de l'artificialisation via la doctrine de Zéro Artificialisation Nette, définie dans la loi du 22 août 2021 dite « Climat et Résilience ».

Cette approche invite les acteurs de la chaîne de valeur immobilière et foncière à mobiliser les espaces déjà artificialisés pour penser le développement urbain de la ville, ainsi qu'à compenser les artificialisations déjà réalisées et à venir par des opérations de renaturation ou de désimperméabilisation des sols. Elle emporte de nombreuses conséquences en matière de modèle économique des projets d'aménagement : coûts de la maîtrise foncière, des opérations de renouvellement urbain par rapport aux opérations en extension urbaine, déficit structurel d'opérations de recyclage urbain, financement de la renaturation...

Dans ce contexte, les villes moyennes, qui présentent des spécificités en termes d'urbanisation (forte présence de friches administratives et industrielles, croissance urbaine de la périphérie au détriment des centres-villes...), sont confrontées à un triple défi :

- Limiter l'extension des espaces périphériques, y compris en confortant l'attractivité des villes-centres ;
- Favoriser la requalification des espaces existants, à la fois par des opérations de renouvellement urbain, de recyclage des friches et de transformation du foncier déjà artificialisé, en centre-ville comme en entrées de ville, mais également par la densification des espaces résidentiels et d'activités en périphérie ;
- Favoriser le maintien et le développement des espaces naturels et agricoles, ce qui suppose à la fois des actions de préservation des espaces existants, mais également des actions en matière de désartificialisation / renaturation des espaces artificialisés.

Pour la Banque des Territoires, il s'agit d'accompagner les villes du programme Action Cœur de Ville en les appuyant :

- Au niveau stratégique, dans la mobilisation active de la ressource foncière au service de l'intérêt général ;
- Au niveau des projets, dans la massification de la réalisation de projets de recyclage urbain abordables et qualitatifs ainsi que dans l'accompagnement de la désartificialisation et la renaturation des friches et sols dégradés.

La redynamisation des entrées de ville

Les entrées de ville désignent l'urbanisation qui se développe de part et d'autre des principales voies d'accès d'une ville. Accueillant des activités fortement consommatrices d'espaces (industrie, logistique, commerce...), elles sont souvent marquées par la multiplication des

zones d'activités et commerciales et des aménagements routiers qui marginalisent la place des piétons, par la banalisation des paysages bâtis et la perte de qualité des espaces publics. Les entrées de villes sont confrontées à de nombreux défis : l'évolution des modes de consommation avec une fissuration du modèle de la consommation de masse, le renforcement des déséquilibres économiques et territoriaux, la pression croissante sur l'environnement liée à la consommation d'espace naturel et agricole et à l'usage quasi exclusif de l'automobile.

Les collectivités qui souhaitent intervenir sur les entrées de villes font face à des situations complexes sur le plan économique (du fait du coût des opérations de renouvellement urbain et de la valeur des actifs, notamment commerciaux), technique (en raison de la complexité des montages) et partenarial (du fait du grand nombre d'acteurs détenteurs de foncier et susceptibles d'intervenir sur la zone).

Pour la Banque des Territoires, l'accompagnement des villes du programme Action Cœur de Ville à la requalification des entrées de ville a vocation à intervenir à l'intersection des réflexions sur :

- Les équilibres économiques (notamment commerciaux), à l'échelle de la commune voire de l'agglomération, alors que de nombreuses entrées de villes voient leur attractivité décliner ou, au contraire, sont confrontées à une sur fréquentation ;
- La sobriété foncière et la lutte contre l'artificialisation des sols en périphérie, dans la perspective de la mise en œuvre d'une trajectoire « Zéro Artificialisation Nette » ;
- La diversification fonctionnelle des entrées de ville.

Il s'agit donc d'appuyer la mise en œuvre de projets visant à réduire les dysfonctionnements observés sur des zones d'entrées de ville, notamment en encourageant la mise en place d'alternatives fonctionnelles au déclin des activités économiques et commerciales, mais également en accompagnant des projets de renaturation et de constitution de réserves foncières.

L'aménagement des quartiers de gare

Les quartiers de gare désignent à la fois la gare et ses espaces annexes, la zone ferroviaire composée des voies et des bâtiments dédiés à l'exploitation ferroviaire, mais aussi le quartier alentour de la gare, composé d'un tissu urbain productif ou de centre-ville.

Ces quartiers se sont développés au XIX^{ème} siècle en périphérie des centres historiques, sur de vastes emprises foncières alors libres. Dans de nombreuses villes moyennes, ils correspondent à une centralité complémentaire au centre-ville, en concentrant de nombreuses fonctions (résidentielles, économiques, servicielles). Avec la baisse du trafic ferroviaire au profit du transport routier, la désindustrialisation des villes moyennes, la suppression de certaines haltes ferroviaires, beaucoup de ces quartiers de gare ont été dévalorisés dès le milieu du XX^{ème} siècle.

L'intervention sur les quartiers de gare répond à plusieurs enjeux :

- Une volonté affirmée de renforcer le réseau ferroviaire, avec un plan ferroviaire destiné à développer le réseau express régional et une ambition nationale d'améliorer la desserte Intercités et TER afin de rendre tous les territoires plus accessibles ;
- La nécessité environnementale d'une lutte contre l'étalement urbain, ce qui implique un renouvellement de la ville sur elle-même, en cohérence avec le cadre posé par la loi Climat et résilience ;
- La volonté de mutation du patrimoine foncier et bâti des opérateurs ferroviaires (SNCF Réseau, SNCF Immobilier, Gares et Connexions) ;
- Les impératifs d'une adaptation des villes au changement climatique et d'une lutte contre les pollutions (sol, air), qui encouragent à relier davantage planification urbaine et des déplacements.

Pour les villes moyennes, il s'agit :

- De favoriser l'attractivité des quartiers de gare, en considérant la gare et ses environs comme « porte d'entrée » de la ville, une « vitrine », et « porte d'accès » aux territoires environnants et vers les pôles urbains plus lointains ;
- D'intégrer au reste du tissu urbain ces quartiers parfois monofonctionnels, tout en évitant de concurrencer les fonctions historiques des centres-villes, à travers, notamment :
 - Le renforcement des liens fonctionnels et spatiaux entre les quartiers de gare et le centre-ville ;
 - Une gestion optimale des flux multimodaux ;
 - La création de « coutures » et de franchissements pour lutter contre la fragmentation urbaine liée à la présence de faisceaux ferroviaires ;
 - La requalification de friches ferroviaires ;
 - La requalification de l'environnement des gares
 - Le développement d'une mixité fonctionnelle apaisée (habitat, activités, transports) ;
 - L'adaptation des espaces publics, etc.

Pour la Banque des Territoires, il s'agit d'accompagner les projets globaux visant à la requalification et au développement des quartiers de gare, afin de trouver des solutions adaptées aux villes moyennes, à la valeur d'usage du quartier et aux besoins du territoire.

Pour la collectivité :

La Ville de Vitry-le-François et l'EPFGE portent des réflexions sur l'ambitieux projet de requalification de la friche industrielle de Sarreguemines. Située à proximité immédiate de la gare, et non loin du quartier historique de Vitry-le-François, ce site a vocation à devenir un nouveau quartier résidentiel de la commune, mais serait aussi animé par des usages non résidentiels : l'accueil d'activités artisanales et commerciales, des équipements publics et de loisirs, des espaces de circulations internes en lien avec la trame viaire publique, et un ou des espace(s) à usage public qui viendrait(en)t mettre en avant la valeur historique et patrimoniale de ce site.

Parmi les quatre thématiques de la Banque des Territoires, les Parties ont retenu la thématique prioritaire suivante :

La sobriété foncière et le zéro artificialisation nette

A Vitry-le-François, sur 51 869 m² de foncier consommé sur la période 2011-2023, 66% sont destinés à un usage d'activité, contre seulement 33% pour un usage résidentiel.

Dans un contexte de trajectoire zéro artificialisation nette, réduire la consommation foncière liée aux activités représente donc un levier important. Cet enjeu a notamment fait émerger différents objectifs dans les documents de planification et documents stratégiques du territoire.

La requalification de la friche du site Sarreguemines, site d'environ 5 ha qui est majoritairement la propriété de la CCI Marne Ardennes, mais dont l'EPF-GE devrait porter la maîtrise foncière dans le cadre du projet de requalification de la friche Sarreguemines, s'inscrit donc dans la continuité directe des objectifs stratégiques définis par le territoire.

Au regard de ces objectifs, la friche de Sarreguemines apparaît particulièrement pertinente pour répondre aux enjeux de sobriété foncière. Elle jouit tout d'abord d'une localisation idéale, à la croisée de la gare SNCF et du centre historique de la ville, mais en étant également bordée par le canal du Landy. Elle se situe en périmètre Action Cœur de Ville et d'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT). Construite vers la fin du XIX^{ème} siècle, elle abrita jusqu'à 2016 un lieu majeur de production de faïencerie française. Ce lieu est un site patrimonial

singulier, mais ne fait pas l'objet d'une reconnaissance réglementaire (classé, identifiée). Il est un porteur d'histoire et présente une qualité architecturale forte en constituant un symbole majeur du patrimoine industriel local.

Le projet de requalification du site de l'ancienne faïencerie de Sarreguemines

Dans le cadre de leur stratégie de renouvellement urbain, les collectivités locales portent une ambition forte pour la reconversion de ce site. D'une superficie de 5 à 6 hectares, ce secteur stratégique, aujourd'hui peu dense et partiellement enclavé, offre un fort potentiel de transformation. Situé à la croisée de plusieurs quartiers, il représente un levier de désenclavement et de renforcement des continuités urbaines, notamment entre le secteur Rome Saint-Charles et le centre historique.

Le projet porté par la municipalité vise à structurer un nouveau quartier mixte, répondant aux besoins du territoire en matière d'habitat tout en contribuant à la revalorisation du tissu urbain existant.

Une réflexion pré-opérationnelle est engagée depuis 2022, au travers d'une étude « *historique, documentaire et de vulnérabilité des milieux* », confiée à EODD. Ce diagnostic environnemental du site, identifiant les enjeux sanitaires et écologiques au moyen d'une analyse croisée des données historiques, réglementaires et environnementales, inclue les études antérieures, les occupations passées, les activités à risque, et les sources potentielles de pollution. Cette étude a débouché sur un programme d'investigations complémentaires et des recommandations opérationnelles, visant à sécuriser la reconversion du site et à orienter les choix d'aménagement.

Par la suite, la réflexion a été approfondie par une étude technique et programmatique conduite entre juin 2022 et juillet 2023, sous la coordination de l'atelier Kapaa. L'étude s'est déployée en deux phases complémentaires : un diagnostic initial du site et un cadrage programmatique, suivi de l'élaboration d'un projet d'aménagement à l'échelle du quartier.

La première phase « *Diagnostic du périmètre d'étude et cadrage programmatique* » a mis en lumière la singularité du site dans la commune (carrefour historique, maillage d'usages), les enjeux fonciers et paysagers, ainsi qu'un état des lieux réglementaire et technique ; elle a posé les bases du périmètre du futur projet urbain.

La seconde phase « *Elaboration d'un projet d'aménagement de reconversion urbaine à l'échelle du quartier* » a permis de formaliser un scénario opérationnel intégrant organisation spatiale, programmation architecturale, gestion des eaux et trames paysagères, ainsi qu'un tableau de surfaces ventilées par destination.

Un pré-bilan économique et un phasage prévisionnel ont été établis, prévoyant une mise en œuvre étalée de 2024 à 2035, avec un phasage opérationnel en six séquences successives. Mais la démolition de plus de 50 000 m² de bâti sur la faïencerie constitue à la fois un jalon structurant du processus de reconversion, et un coût extrêmement élevé qu'il convient de cadrer opérationnellement.

Depuis 2024, plusieurs actions structurantes sont venues enrichir cette dynamique et préparer le passage à l'opérationnel :

- La signature, en décembre 2024, de la convention n°XXX entre l'EPF Grand Est et la collectivité, ayant notamment permis la tenue d'études techniques (biodiversité, pollution) ;
- L'appui technique et stratégique de la DDT ;
- La rédaction d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) par la Ville ;
- L'accompagnement par le CEREMA pour la consultation de la future maîtrise d'œuvre urbaine du site.

Enfin, des échanges à l'été 2025 entre les collectivités, l'armée et l'Association Contribuer et Agir pour le Patrimoine Santé des Armées (ACAPSA) ont confirmé une volonté de porter une réflexion partenariale sur l'implantation d'un espace muséal au sein du site de la friche Sarreguemines. Les besoins inhérents à cette démarche culturelle ont été précisés à la collectivité, qui voit dans les caractéristiques de la friche Sarreguemines une réponse potentiellement pertinente en termes d'espaces, d'emplacement et de caractéristiques du site.

Compte tenu de l'ampleur du site, de la complexité de ses caractéristiques techniques et foncières et de l'importance des enjeux urbains associés, ce projet justifie pleinement sa sélection en tant que site-pilote. Il bénéficie à ce titre de l'accompagnement de la CDC (via la Banque des Territoires) dans le cadre du programme Action Cœur de Ville 2023-2026.

ARTICLE 2. OBJET DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT

La présente convention a pour objet de :

- Définir un cadre collaboratif entre la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE, et la Caisse des Dépôts ;
- Lister les actions portées par les Parties qui feront l'objet d'un soutien de la Caisse des Dépôts sur la période 2025-2026 ;
- Préciser les modalités pratiques et financières de ce soutien ;
- Identifier les opérations pouvant, le cas échéant, faire l'objet de financements par la Caisse des Dépôts.

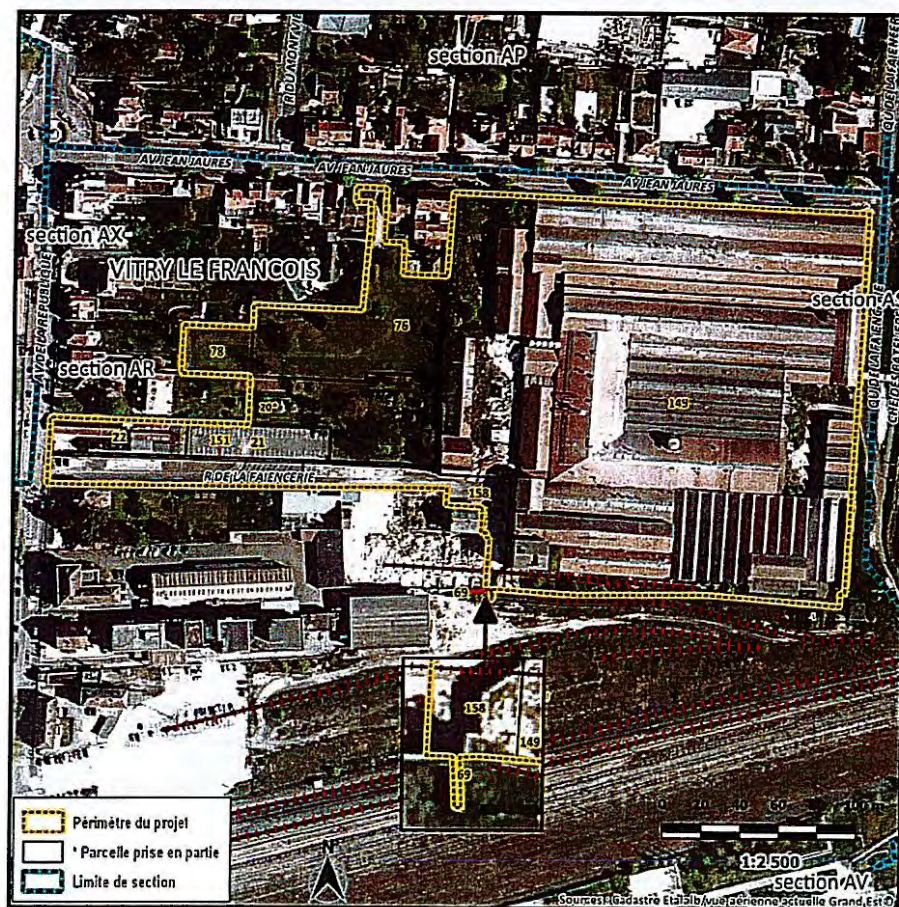
La convention de partenariat porte sur le site-pilote de la friche industrielle de Sarreguemines, dont le périmètre comprend notamment :

- La friche industrielle
- Les parcelles attenantes

Figure 1 : Plan de situation du site de Sarreguemines (Vitry-le-François)



Figure 2 : Périmètre du projet envisagé suite à la démolition de la friche industrielle



Le site présente une topographie plane et s'insère dans un environnement urbain à dominante résidentielle et tertiaire, structuré autour du canal « Entre Champagne et Bourgogne ».

Il se compose de deux emprises distinctes (Est et Ouest), reliées par un convoyeur, et accessibles respectivement par le chemin du Désert et par l'avenue de la République / quai de la Faïencerie.

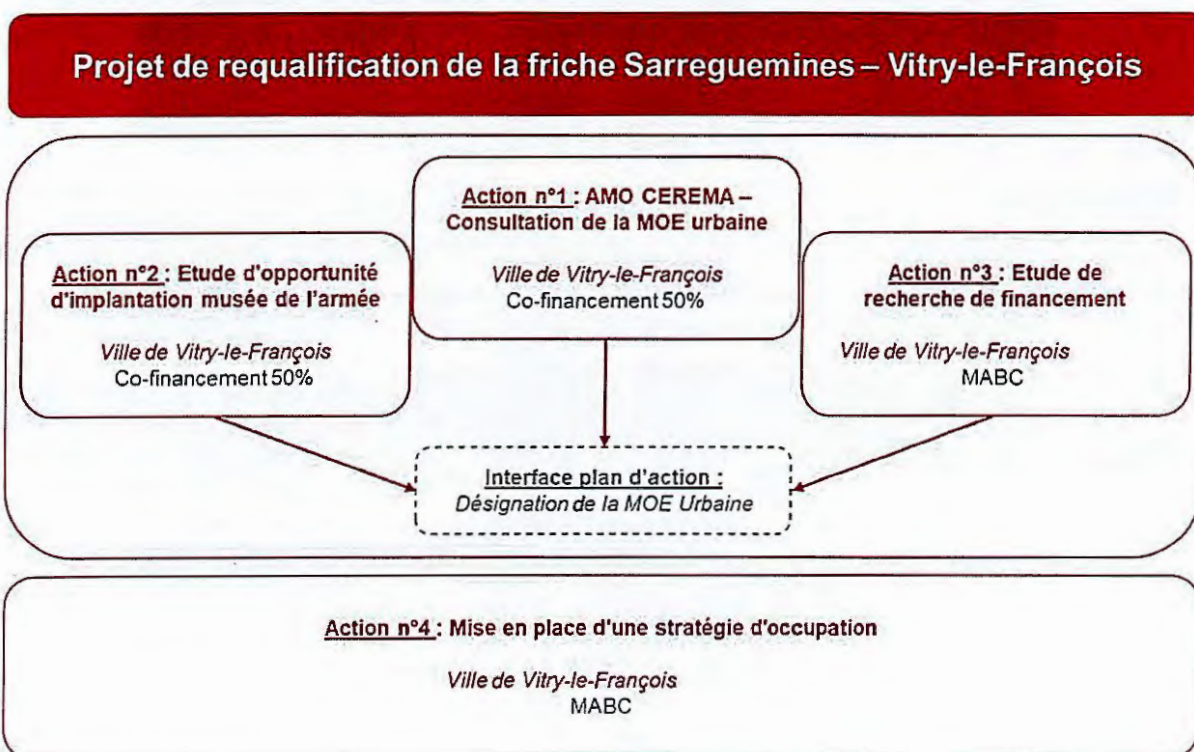
La partie Est comprend deux anciens entrepôts (9 800 m²) et des espaces extérieurs mixtes (enrobé, végétation, voies ferrées).

La partie Ouest accueille le bâtiment principal U1 (32 450 m²), encore doté de nombreux équipements industriels (fours, atomiseur, cuves, transformateurs, ateliers, silos) ainsi que divers locaux annexes.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES ACTIONS

3.1. Description des actions

La convention de partenariat porte sur les actions suivantes :



Action n°1	
Nom de l'action	AMO CEREMA – Consultation de la MOE urbaine
Description	<p>Cette action vise à cofinancer une mission d'accompagnement de la ville par le CEREMA, dans le cadre de la consultation de la MOE urbaine pour le projet d'aménagement de la friche Sarreguemines.</p> <p>L'assistant à maître d'ouvrage (AMO), déjà missionné par la ville, s'engage à apporter un appui technique dans le cadre d'une réflexion partenariale en vue de la rédaction du volet « programme d'aménagement durable » à intégrer au futur CCTP.</p> <p>Cette mission comprendra l'analyse des besoins, l'animation d'une démarche d'intelligence collective pour hiérarchiser les priorités, la co-rédaction du volet « programme d'aménagement durable » pour son intégration au sein du CCTP, et la restitution de cette démarche.</p> <p><u>A noter</u> : cette action préfigurera ainsi une partie des attendus de la future MOE urbaine.</p>
Objectifs	<p>Cofinancer la mission du CEREMA initiée à l'été 2025 dont les objectifs sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'appréhension des besoins et la méthodologie de co-construction - La rédaction du programme d'aménagement durable (dans CCTP)
Pilotage	Ville de Vitry-le-François
Partenaires	Tous les signataires de la présente convention
Calendrier	T3 2025 à T2 2026
Budget global	22 078,5 € (HT)
Subvention de la CDC	Co-financement CDC (Banque des Territoires) – Ville de Vitry-le-François
Modalités de validation	Réunion de rendu et transmission des livrables finaux du CEREMA

Action n°2	
Nom de l'action	Etude d'opportunité d'implantation d'un espace muséal
Description	<p>Cette action vise à évaluer l'opportunité d'intégrer, au sein de la friche de Sarreguemines, une programmation dédiée au futur espace muséal.</p> <p>La collectivité mène actuellement des échanges avec l'armée et l'association ACAPSA autour d'un projet de conservation et de valorisation d'objets militaires, dans l'objectif de renforcer le pôle d'attractivité du territoire Vitryat.</p> <p>L'étude portera sur la compatibilité entre les ambitions programmatiques – estimées à environ 20 000 m² (cf. projet « Conservatoire des matériels sanitaires militaires ») – et la capacité d'accueil du site, tant dans les bâtiments existants qu'à l'échelle globale de la friche.</p> <p>3 axes principaux structurent cette démarche d'implantation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conservation (espace de réserve/stockage adapté) - Valorisation (approches muséologique/pédagogique/scientifique) - Production des savoirs (expositions, séminaires, conférences) <p>Les composantes déjà identifiées incluent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une exposition permanente (« La Bataillerie »), une collection des pompiers, et un conservatoire ; - des espaces pour expositions temporaires (~2 300 m²) et de transit (~1 500 m²) ;

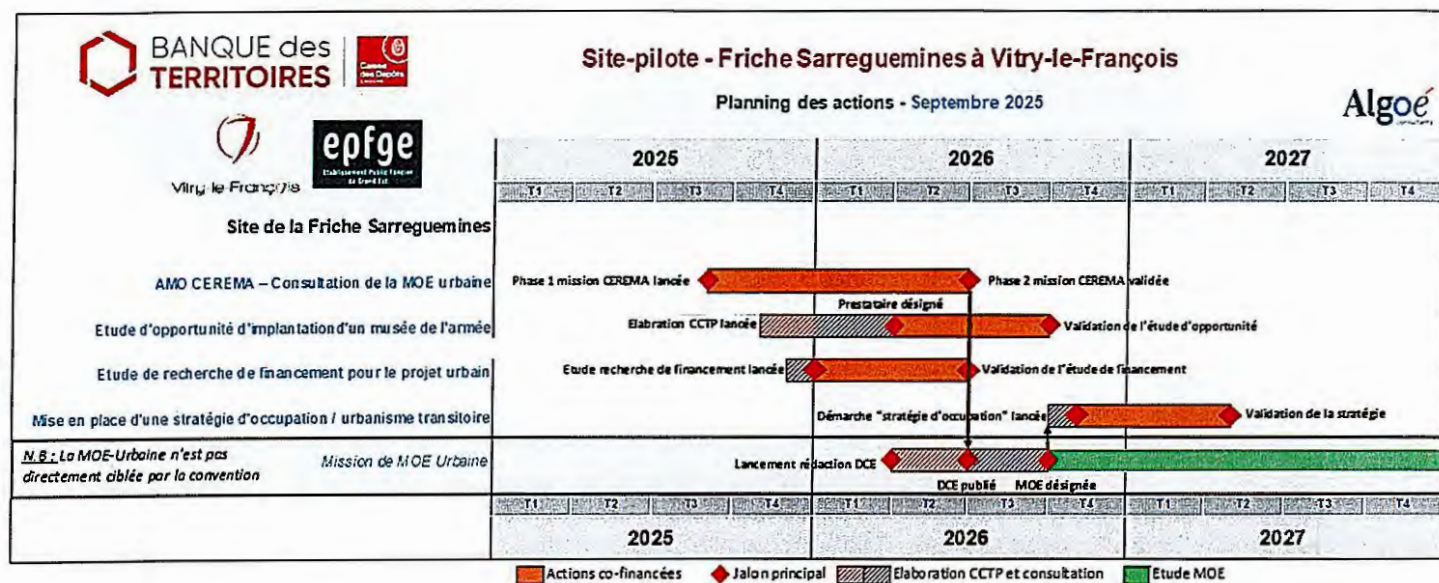
	<ul style="list-style-type: none"> - des locaux pédagogiques, des ateliers de restauration, des réserves, et des espaces pour l'équipe projet (bénévoles, agents) ; - une offre commerciale et servicielle (boutiques, restauration, hébergement), ainsi qu'un stationnement adapté à tous les modes. <p>A noter : cette étude devra s'appuyer sur les enseignements de l'étude technique et programmatique réalisée par l'atelier KAPAA (diagnostic du périmètre, état existant, plans historiques et actuels, entretiens menés).</p>
Objectifs	<p>Confirmer la capacité d'intégration de la démarche « musée de l'armée » en termes programmatique/technique (cf. bâtiments existants à conserver).</p> <p>Définir plus finement les besoins des acteurs porteurs de cette démarche espace muséal en croisant l'expression de leurs besoins avec les conclusions/préconisations des études antérieures et la volonté des élus.</p> <p>Actualiser le plan guide en spatialisant les usages et en confirmant les volumes dans le schéma directeur (20K m² sur 70K m² au total).</p> <p>Préconiser les études techniques prioritaires et mettre en lumière les diverses contraintes à anticiper par la MOE (techniques, juridiques, autres).</p>
Pilotage	Ville de Vitry-le-François
Partenaires	Tous les signataires de la présente convention
Calendrier	T2 2026 à T3 2026
Budget global	30 000 € (HT)
Subvention de la CDC	Co-financement CDC (Banque des Territoires) – Ville de Vitry-le-François
Modalités de validation	Réunion de rendu et transmission des livrables

Action n°3	
Nom de l'action	Etude de recherche de financement
Description	<p>Compte tenu du coût estimé à près de 10 M€ pour la seule démolition de la friche de Sarreguemines, sans compter ceux liés aux aménagements et réhabilitations à réaliser au titre du projet d'ensemble, une étude de recherche de financements doit être engagée.</p> <p>Celle-ci portera sur l'ensemble du projet urbain, incluant l'intervention sur le bâti existant, la phase de proto-aménagement et les opérations ultérieures sur le site de l'ancienne faïencerie.</p> <p>L'étude devra établir un inventaire structuré des dispositifs mobilisables, en tenant compte de la diversité des aides et de leurs conditions d'éligibilité selon l'état d'avancement du projet.</p> <p>Une évaluation de la probabilité d'obtention sera également nécessaire, afin de hiérarchiser les démarches à engager.</p> <p>Cette étape constitue un jalon stratégique, préalable indispensable à l'élaboration du plan de financement global.</p>
Objectifs	<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les sources de financement possibles - Assister dans la recherche de financements en présentant les dispositifs disponibles et les modalités d'éligibilité du projet
Pilotage	Ville de Vitry-le-François
Partenaires	Tous les signataires de la présente convention

Calendrier	T1 2026 à T2 2026
Budget global	6 000 € (HT)
Subvention de la CDC	Prise en charge à 100% -MABC ACV2- par CDC (Banque des Territoires)
Modalités de validation	Réunion de rendu et transmission des livrables

Action n°4	
Nom de l'action	Mise en place d'une stratégie d'occupation
Description	<p>Une stratégie d'occupation temporaire du site est nécessaire pour limiter les nuisances liées aux différents chantiers à venir, et valoriser le site (et le projet) durant toutes les étapes de sa mutation. L'occupation de la friche devra être évolutive et modulable, en fonction de la taille du site et du phasage opérationnel.</p> <p>En complément de l'intervention de l'EPF-GE (sécurisation du périmètre jusqu'à l'achèvement de la démolition), cette occupation devra s'adapter à trois temps clés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Avant la démolition (hors périmètre de sécurisation), - Entre la démolition et le démarrage du projet urbain, - Durant les phases opérationnelles d'aménagement. <p>Les collectivités envisagent une occupation transitoire à dominante végétale et orientée vers la préfiguration des mobilités douces.</p> <p>L'action pourrait être structurée autour de deux volets, selon les principes d'une étude d'urbanisme transitoire :</p> <p>Volet 1 – Étude d'opportunité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cartographie des acteurs locaux et mobilisation des réseaux potentiels - Élaboration de scénarios d'occupation temporaire - Co-construction d'un scénario cible avec les élus et les usagers - Échanges avec d'autres collectivités (ex. : Saint-Dizier) en démarche innovante sur l'occupation transitoire <p>Volet 2 – Étude de faisabilité</p> <ul style="list-style-type: none"> - Programmation et phasage opérationnel - Définition d'un modèle de gouvernance, économique et juridique
Objectifs	<p>Définir une stratégie d'occupation du site dans une approche qualitative.</p> <p>Occuper et/ou valoriser la friche Sarreguemines durant toutes les phases de mutation du site.</p>
Pilotage	Ville de Vitry-le-François
Partenaires	L'EPF-GE (sécurisation jusqu'à la démolition de l'ancienne faïencerie)
Calendrier	T4 2026 à T2 2027
Budget global	28 000 €
Subvention de la CDC	Prise en charge à 100% -MABC ACV2- par CDC (Banque des Territoires)
Modalités de validation	Réunion de rendu et transmission des livrables

3.2. Calendrier des actions



Actions identifiées	Date de début de l'action	Date de fin de l'action	Conditions de déclenchement	Etape de validation
Action 1 : AMO CEREMA – Consultation de la MOE urbaine	T3 2025	T2 2026	Déjà déclenchée	Phase 2 de la mission CEREMA validée (Publication du DCE)
Action 2 : Etude d'opportunité implantation d'un musée de l'armée	T2 2026	T3 2026	Consultation du prestataire lancée	Validation de l'étude d'opportunité (CoPIL élus)
Action 3 : Etude de recherche de financement	T1 2026	T2 2026	Consultation du prestataire lancée	Validation de l'étude de financement (CoPIL élus)
Action 4 : Mise en place d'une stratégie d'occupation	T4 2026	T2 2027	MOE-U désignée et consultation du prestataire lancée	Validation de la stratégie (CoPIL élus)

ARTICLE 4. MODALITES FINANCIERES

4.1. Coût total des actions

Actions identifiées	Coût total (HT €)	Contribution de la CDC (€)	Contribution du maître d'ouvrage (€)	Contribution escomptée partenaires (€)	Autres contributions (€)
Action 1 : AMO CEREMA – Consultation de la MOE urbaine	22 078 €	11 039 € 50%	11 039 € 50%	/	/
Action 2 : Etude d'opportunité d'implantation d'un musée de l'armée	30 000 €	15 000 € 50%	15 000 € 50%	/	/
Action 3 : Etude de recherche de financement	6 000 €	6 000 € 100%	/	/	/
Action 4 : Mise en place d'une stratégie d'occupation	28 000 €	28 000 € 100%	/	/	/
TOTAL	86 079 €	60 039 €	26 039 €		

Cette convention site-pilote pourra être avenantée ultérieurement et être complétée par des actions qui pourraient découler des études ci-dessus ou traiter de thématiques nouvelles (adaptation au changement climatique, mobilités, etc.), en fonction des besoins territoriaux et de l'enveloppe disponible.

L'ensemble des financements est soumis à la validation des comités internes des parties prenantes.

Sous réserve de l'accord de ses comités internes, la CDC (via la Banque des Territoires) pourrait intervenir en complément des financements identifiés par la convention et dans le tableau ci-dessus.

4.2. Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

L'accompagnement de la Caisse des Dépôts au titre de cette Convention s'élève 60 039 €, répartis comme suit :

Actions identifiées	Contribution de la CDC (€)
Action 1 : AMO CEREMA – Consultation de la MOE urbaine	11 039 €
Action 2 : Etude d'opportunité d'implantation d'un musée de l'armée	15 000 €

Action 3 : Etude de recherche de financement	6 000 €
Action 4 : Mise en place d'une stratégie d'occupation	28 000 €
TOTAL	60 039 €

Les Parties s'accordent à honorer leurs engagements à leurs propres frais, dans le cadre du fonctionnement de leurs activités habituelles, sans que les tâches nécessaires à leur réalisation n'appellent de rémunération supplémentaire d'aucune sorte.

Chaque étude fera l'objet par la maîtrise d'ouvrage d'une sollicitation financière auprès de la Banque des Territoires. L'accompagnement de la Banque des Territoires sera subordonné aux critères d'éligibilité de ses axes d'intervention ainsi qu'à l'accord préalable de ses organes décisionnels compétents.

4.3. Utilisation de la subvention Caisse des Dépôts

La subvention visée ci-dessus est strictement réservée à la réalisation des actions prévues à la Convention à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la Caisse des Dépôts sur simple demande de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE SUIVI ET DE MISE EN ŒUVRE

5.1. Suivi de la Convention

Un comité de pilotage sera constitué pour suivre la mise en œuvre de la Convention.

Les Parties conviennent de se réunir 1 à 2 fois par an en comité de pilotage, qui aura en charge :

- de faire le bilan de la mise en œuvre de la convention, sur la base d'un tableau de bord approprié ;
- de définir le programme opérationnel annuel ;
- d'orienter les actions en fonction des évolutions constatées ;
- de valider le déclenchement des actions, lorsque celles-ci sont conditionnées à la réalisation d'autres actions.

Ce comité sera composé de la manière suivante :

- pour la Caisse des Dépôts : du Directeur Régional ou de son représentant
- pour la Ville de Vitry-le-François : **XX**
- pour l'EPF-GE : **XX**

Par ailleurs, les Parties désigneront respectivement, en leur sein, un référent qui sera chargé du suivi global de l'application de la convention.

De façon générale, la Caisse des Dépôts sera associée au suivi de la réalisation des actions selon les modalités suivantes :

- Association à des comités techniques sur les différentes études identifiées
- Communication des livrables sur toutes les avancées des études ;
- Consultation sur les montages financiers et les modalités de financement des projets.

Le Bénéficiaire fournira à la Caisse des Dépôts toute information et tout document découlant de ses travaux et permettant de rendre compte du déroulement de chaque axe, de la réalisation de ses engagements et de l'utilisation de la subvention, en application de la Convention.

5.2. Évaluation de la Convention et mesure d'impact

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Elle pourra également demander l'évaluation des actions identifiées dans la convention, afin de mesurer l'impact de celles-ci sur le territoire.

Dans cette perspective, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation du Programme de travail puissent donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

ARTICLE 6. DURÉE

La convention sera déclinée sur 2 exercices. Elle entre en vigueur à sa date de signature et son terme est fixé au 31 décembre 2026 étant expressément convenu que les stipulations relatives au comité de pilotage continueront de s'appliquer jusqu'à l'expiration des conventions particulières.

ARTICLE 7. INFORMATIONS ET CONFIDENTIALITÉ

Les Parties s'engagent à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents, de quelque nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui leur auront été communiqués ou dont elles auront eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve de ceux dont elles auront convenu expressément qu'ils peuvent être diffusés.

Sont exclus de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication ;
- les informations et documents que la loi ou la réglementation oblige à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Dans l'hypothèse où les Parties feraient appel à un tiers, y compris lorsqu'il s'agit d'une entité du Groupe Caisse des Dépôts, le présent article n'interdit pas la divulgation d'informations ou documents à ce tiers, à condition qu'il ait préalablement signé un engagement de confidentialité.

En tout état de cause, les Parties veilleront à ne pas transmettre des informations susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre des candidats dans le cadre d'éventuelles procédures de mise en concurrence organisées par la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE ou les autres personnes amenées à intervenir et soumises aux règles de la commande publique.

Lorsque les travaux réalisés au titre de la Convention seront utilisés dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence au titre de la commande publique, il est d'ores et déjà décidé par les Parties que ces travaux seront rendus publics et mis à disposition de l'ensemble des candidats à ladite procédure.

ARTICLE 8. COMMUNICATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

8.1. Communication :

8.1.1. Communication par la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE :

Toute action de communication, écrite ou orale, menée par le Partenaire et impliquant la Caisse des Dépôts fera l'objet d'un accord préalable par la Caisse des Dépôts. La demande sera soumise à la Caisse des Dépôts dans un délai de quinze (15) jours ouvrés avant l'action prévue. La Caisse des Dépôts s'engage à répondre dans un délai de trois (3) jours ouvrés. La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

En cas d'accord de la Caisse des Dépôts, le Partenaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype « Banque des Territoires » en version identitaire selon les modalités visées ci-après, et à faire mention du soutien de la Banque des Territoires de la Caisse des Dépôts au Programme d'actions, lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisées dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format, le contenu et l'emplacement de ces éléments seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires de la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE. De manière générale, les Partenaires s'engagent, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par les Partenaires non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée de la Convention, la Caisse des Dépôts autorise le Partenaire, à utiliser la marque française semi-figurative « Banque des Territoires Groupe Caisse des Dépôts » n° 19/4.524.153 (version identitaire du logotype Banque des Territoires) et en cas de contraintes techniques, et dans ce seul cas, la version carrée du logotype Banque des Territoires à savoir la marque française semi-figurative « Banque des Territoires » et logo n° 18/4.456.087, conformément aux représentations jointes en annexe 1. La Caisse des Dépôts autorise ainsi en outre le Bénéficiaire à utiliser dans ce cadre, la marque française semi-figurative « Groupe Caisse des Dépôts » et logo n° 19/4.519.996.

À l'extinction des obligations visées par la présente Convention, la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE s'engagent à cesser tout usage des signes distinctifs de la Banque des territoires, sauf accord exprès écrit de celle-ci.

8.1.2. Communication par la Caisse des Dépôts :

Toute action de communication, écrite ou orale, de la Caisse des Dépôts impliquant les Partenaires fera l'objet d'un accord préalable de ceux-ci. La demande sera soumise aux Partenaires dans un délai de deux (2) jours ouvrés. Les Partenaires s'engagent à répondre dans un délai de deux (2) jours ouvrés.

De manière générale, la Caisse des Dépôts s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion, à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée des Partenaires.



Aux seules fins d'exécution des obligations visées à la présente Convention, les Partenaires autorisent la Caisse des Dépôts à utiliser, dans le cadre du partenariat objet des présentes et avec son accord préalable, le logotype de la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE, à savoir le bloc-marque et la signature de la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE, tels que reproduite(s) en annexe 2.

8.2. Propriété intellectuelle :

Dans le cadre de conventions spécifiques de financements des études prévues par la présente Convention, les modalités de cession des droits de propriété intellectuelle seront décidées entre la Ville de Vitry-le-François, l'EPFGE et la Caisse des Dépôts.

ARTICLE 9. STIPULATIONS DIVERSES

9.1. Élection de domicile – Droit applicable – Litiges :

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes. La Convention est soumise au droit français.

Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

9.2. Intégralité de la Convention :

Les Parties reconnaissent que la présente Convention constitue l'intégralité de l'accord conclu entre elles relativement à leur partenariat et se substitue à tout accord antérieur, écrit ou verbal, relatif au même sujet.

9.3. Modification de la Convention :

Aucune modification de la Convention, quel qu'en soit l'objet, ne produira d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

9.4. Résiliation :

La Convention peut être dénoncée avant le terme contractuel par l'une ou l'autre des Parties par notification écrite moyennant le respect d'un préavis de trois (3) mois.

Fait à, le, en
exemplaires originaux.

**Pour la Ville de
Vitry-le-François**

Maire de la commune
Monsieur Jean-Pierre Bouquet

**Pour la
Caisse des Dépôts**

Directrice régionale Grand Est
Madame Mélanie Villiers

**Pour
l'EPFGE**

Directeur Général,
Monsieur Alain Toubol

ANNEXE 1

Logotype de la Banque des Territoires - Groupe Caisse des Dépôts

- Le logo identitaire est le bloc-marque



Sa hauteur minimum : 13 mm du haut au bas de l'hexagone.

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.

- Il existe un autre format : le logo carré



Sa longueur minimum : 20 mm (du G de GROUPE au S de DÉPÔTS).

Son espace de protection : il est intégré dans le logo (filet) et doit impérativement être respecté.

Il ne doit être ni altéré, ni déformé. C'est un ensemble immuable.